

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
n°07/25  
(C.C.A.P.)**



**PRESTATIONS DE SERVICES DE PRODUCTION ET  
DE SOUTIEN DU SYSTEME D'INFORMATION DES  
RESSOURCES HUMAINES (SIRH) DE LA BRANCHE  
FAMILLE DE LA SECURITE SOCIALE**

**LOT 1 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage (AMOA)  
pour la DSI dans le domaine du SIRH**

**LOT 2 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'œuvre (AMOE)  
et au maintien en condition opérationnel (MCO) des applications du  
SIRH**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE- DISPOSITIONS GENERALES .....	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE .....	4
ARTICLE 4 – LIEUX D’EXECUTION .....	5
ARTICLE 5 – FORME DE L’ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE .....	6
ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS .....	8
ARTICLE 8 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION .....	12
ARTICLE 9 – PENALITES .....	12
ARTICLE 10 – REALISATION DES PRESTATIONS COLLABORATION ET STATUT DU PERSONNEL .....	13
ARTICLE 11 - SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS - LIVRAISONS .....	15
ARTICLE 12 - PRIX .....	16
ARTICLE 13 - REGLEMENT FINANCIER .....	18
ARTICLE 14 - FACTURATION .....	20
ARTICLE 15 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	20
ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE .....	21
ARTICLE 17 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES .....	22
ARTICLE 18 – OBLIGATIONS DE SECRET PROFESSIONNEL, DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION PROFESSIONNELLE .....	25
ARTICLE 19 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SECURITE .....	26
ARTICLE 20 - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	27
ARTICLE 21 - RESPONSABILITE – ASSURANCES .....	30
ARTICLE 22 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	30
ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	31
ARTICLE 24 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE .....	32
ARTICLE 25 – RESILIATION .....	32
ARTICLE 26 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE .....	34
ARTICLE 27 - REGLEMENT DES LITIGES .....	34
ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG - TIC .....	34

**Le présent document comporte 36 pages.**

## ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE- DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet

Le présent marché a pour objet des prestations de services de production et de soutien du SIRH sur les domaines d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMOA), d'Assistance à Maîtrise d'œuvre (AMOE) et sur le maintien en condition opérationnel des applications du SIRH de la Cnaf.

Il est composé de deux lots constituant chacun un accord-cadre :

- **Lot 1 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) pour la DSI dans le domaine du SIRH**

Ce lot a pour objet des prestations d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage pour la DSI dans le domaine du SIRH de la branche Famille.

- **Lot 2 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'œuvre (AMOE) et au maintien en condition opérationnel (MCO) des applications du SIRH**

Ce lot a pour objet des prestations d'accompagnement à la maîtrise d'œuvre et de maintien en condition opérationnel des applications du SIRH de la branche Famille.

Le présent CCAP est commun, sauf précision contraire, à tous les lots. Dans la suite du présent CCAP, sauf précision contraire, le terme « l'accord-cadre » ou « marché » désigne indistinctement les accords-cadres issus des lots n°1 et n°2 susmentionnés.

### 1.2 Cadre juridique

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique, notamment à ses articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-11 ainsi qu'à la section 1 du chapitre II du titre VI, relative aux accords-cadres.

Pour le lot 1, l'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services. Il est à bons de commande, sans minimum et avec un maximum.

Pour le lot 2, l'accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services. Il comprend une partie ferme, et une partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum.

Le présent accord-cadre est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021).

### 1.3 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) dénommée ci-après « le pouvoir adjudicateur » ou « personne publique » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas Grivel ;
- d'autre part, l'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

### 1.4 Dispositions générales

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur de la Cnaf ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 à R.2191-62 du code de la commande publique est Monsieur le Directeur de la Cnaf.

Le comptable public assignataire est Monsieur le Directeur comptable et financier de la Cnaf. Il est responsable de tous les règlements de sommes dues au titre de l'accord-cadre. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Pour chaque lot, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière ;
2. L'annexe à l'acte d'engagement relative aux clauses sociales ;
3. S'il y a lieu, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la sous-traitance ;
4. Mise au point éventuelle et précision d'offre éventuelle (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;
5. Le CCAP n°07/25 ;
6. Le CCTP n°07/25 et ses annexes :
  - 1) Annexe relative à la protection des données à caractère personnelles (une par lot) ;
  - 2) Politique de sécurité des systèmes d'information ;
  - 3) Charte nationale de sécurité de l'administrateur du système d'information ;
  - 4) Charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information ;
  - 5) Document d'architecture générale TNSI ;
  - 6) Synthèse du processus de fabrication SI Cnaf ;
  - 7) Nomenclature CIGREF des métiers du système d'information ;
  - 8) Découpage fonctionnel Offre RH ;
  - 9) Indicateurs et pénalités des engagements de service (lot 2) ;
  - 10) Matrices de complexité des applications.
7. Le cahier des clauses administratives générales des marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC, arrêté du 30 mars 2021) ;
8. L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique et ses annexes (études de cas, mémoire technique éventuel), outil d'évaluation financière, répartition des profils par activité, et annexe au CCTP relative à la protection des données à caractère personnel complétée).

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Toute clause qui serait portée dans une documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations contractuelles du présent accord-cadre, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE**

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée initiale de 24 mois.

A l'issue de cette période, l'accord-cadre peut être reconduit deux fois, pour une durée de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision unilatérale de non-reconduction de l'accord-cadre au moins cinq mois avant la date d'échéance de la période d'exécution de l'accord-cadre. Le pouvoir

adjudicateur informe le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, de sa volonté de ne pas reconduire l'accord-cadre.

Ces délais comprennent les délais impartis au pouvoir adjudicateur pour procéder aux opérations de vérification.

#### **ARTICLE 4 – LIEUX D'EXECUTION**

Les prestations de l'accord-cadre sont réalisées principalement dans les locaux du titulaire. Elles peuvent également se dérouler dans les locaux du pouvoir adjudicateur (notamment ses sites de Caen, Rennes, Bordeaux, Lyon, Sophia Antipolis, Metz, Valenciennes, Dijon et Ile de France).

#### **ARTICLE 5 – FORME DE L'ACCORD-CADRE**

Le lot n°1 est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2 du code de la commande publique.

Le lot n°2 est un accord-cadre mono-attributaire de prestations de services. Il comporte une partie ferme, et une partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-2 du code de la commande publique.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum, conformément aux dispositions du point 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique :

Lot	Montant estimé (en € TTC) sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises	Montant Maximum contractuel (en € TTC) sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises
Lot 1 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) pour la DSI dans le domaine du SIRH	4 800 000	9 600 000
Lot 2 : Prestations d'accompagnement à la maîtrise d'œuvre (AMOE) et de maintien en condition opérationnel (MCO) des applications du SIRH	15 200 000	27 600 000

##### **5.1 Partie ferme (lot 2)**

La partie ferme comprend des prestations de prise en main initiale, et des prestations forfaitaires relatives :

- au support des incidents et aux demandes d'assistance de niveau 2 et 3 ;
- au maintien en conditions de sécurité.

Ces prestations sont définies à l'article 10 du CCTP.

##### **5.2 Bons de commande (lots 1 et 2)**

Le lot 1 s'exécute au moyen de bons de commande d'unités d'œuvre, telles que décrites dans le CCTP.

Pour le lot 2, la partie à bons de commande comprend des prestations complémentaires ponctuelles prenant la forme de bons de commande d'unités d'œuvre, définies aux articles 7 et 8 du CCTP et dans l'annexe financière.

Les modalités de passation des bons de commande sont définies à l'article 6.1 ci-dessous.

### **5.3 clause de réexamen – modification du montant maximum**

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

Dans le cas où le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

## **ARTICLE 6 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE**

### **6.1 Cas général**

Les bons de commande sont émis au titulaire par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Le délai de réalisation d'un bon de commande débute soit à compter de la date de notification du bon de commande, soit à compter de la date mentionnée aux termes du bon de commande.

Le délai d'exécution des prestations est précisé soit dans le CCTP, soit à défaut dans le bon de commande.

Les bons de commande notifiés pendant la durée de l'accord-cadre sont exécutés jusqu'à leur terme, qui ne peut excéder de plus de **six (6) mois** la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande est envoyé au titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine. La date de réception du bon de commande par le titulaire correspond à sa date de notification.

Chaque bon de commande indique notamment :

- le numéro de l'accord-cadre attribué par le pouvoir adjudicateur ;
- le numéro du bon de commande et de l'engagement ;
- l'intitulé précis des prestations à réaliser ;
- le cas échéant, la traduction de ces prestations en unités d'œuvre avec :
  - la dénomination et le code UO de chaque unité d'œuvre commandée,
  - la quantité de chaque unité d'œuvre commandée.
- le rappel ou la précision de la date de début d'exécution des prestations ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le rappel ou la précision des délais d'exécution des prestations ;
- les références du cahier des charges et, le cas échéant, du devis du titulaire ;
- les montants unitaires HT et TTC de chaque unité d'œuvre, le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le montant de la TVA ;
- le code service (site ordonnateur en charge d'instruire le dossier : Siège CNAF 32 Avenue de la Sibelle 75014 Paris).

Les bons de commande sont émis par le site ordonnateur : Cnaf, site de Paris, 32 avenue de la Sibelle, 75014 Paris.

### **6.2 Spécificités applicables à la commande de pallier ou d'itération (mode agile)**

Détermination du contenu de la commande :

CCAP n°07/25 - « Prestations de services de production et de soutien du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la branche Famille de la Sécurité sociale »

- o Généralités
  - Le contenu de la commande de la prestation relative à la réalisation d'un palier ou d'une (ou de plusieurs) itération(s) est arrêté après échange d'informations entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.
- o Action du pouvoir adjudicateur
  - Le pouvoir adjudicateur fournit au titulaire les informations nécessaires et à sa disposition (ex : users stories, etc) pour la réalisation des travaux.
- o Action du titulaire
  - A compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire transmet, dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrés, une estimation de la charge associée et le calendrier associé.
- o Vérification de la proposition du titulaire et détermination du type « user story »
  - La proposition du titulaire fait l'objet d'un examen contradictoire. Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de demander au titulaire de compléter ou de corriger sa proposition en particulier pour ce qui touche à l'estimation de la charge associée à l'user story et leur typologie. En fonction de l'effort associé, le pouvoir adjudicateur valide le type de « user story » correspondant, selon les règles définies dans le tableau ci-après :

Type de user story	Niveaux de critères associés
Petite user story	Trois critères de niveau bas
Moyenne user story	Au moins un critère de niveau moyen et aucun critère de niveau élevé
Grande user story	Un seul critère de niveau élevé
Très grande user story	Deux critères de niveau élevé

Après validation du type de « user story », le pouvoir adjudicateur peut émettre un bon de commande correspondant, dans les conditions de l'article 6.1.1 ci-dessus.

### 6.3 Echanges préalables

Le pouvoir adjudicateur peut, préalablement à l'émission d'un bon de commande et s'il l'estime nécessaire, procéder à des échanges préalables avec le titulaire.

Ces échanges préalables se font le cas échéant sur la base d'un cahier des charges émis par le pouvoir adjudicateur qui y précise, dans le respect des stipulations contractuelles, son besoin, les modalités d'exécution, une estimation des charges, la typologie et le nombre d'unités d'œuvre mobilisables, nécessaires à la bonne exécution de la prestation à commander.

Ce cahier des charges est soumis à l'analyse du titulaire qui est tenu, dans un délai maximum de **dix (10) jours ouvrés**, d'adresser une proposition détaillée d'intervention au pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'un accord de la Cnaf sur la proposition détaillée d'intervention, le bon de commande est émis sur la base de celle-ci.

Dans l'hypothèse d'un désaccord de la Cnaf sur la proposition détaillée d'intervention, le bon de commande est émis sur la base du cahier des charges émis par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est tenu d'exécuter le bon de commande ainsi émis. Le cahier des charges et, le cas échéant, la proposition détaillée d'intervention acceptée par le pouvoir adjudicateur sont annexés au bon de commande.

## 6.4 Observations du titulaire

Le titulaire dispose de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification du bon de commande pour faire connaître ses observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence d'observations dans ce délai, le bon de commande est réputé accepté par le titulaire.

En cas d'observations du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **deux (2) jours ouvrés** pour les examiner et prendre une décision.

Si les observations sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci en informe sans délai le titulaire et lui notifie ensuite le bon de commande modifié.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas prendre en compte les observations du titulaire, celui-ci reste tenu d'exécuter le bon de commande initialement notifié.

## ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS

Le pouvoir adjudicateur réalise les opérations de vérifications visant à constater que les prestations réalisées sont conformes aux prescriptions du cahier des charges et à l'offre technique du titulaire.

Toutes les décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision de réception.

L'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne pas la réception des prestations. Si le pouvoir adjudicateur ne peut respecter le délai de vérification, il en informe le titulaire et s'engage sur un nouveau délai.

Pour la partie ferme de l'accord-cadre, les vérifications sont réalisées à l'issue des étapes de la prestation de prise en main initiale. Pour la partie à bons de commande, les vérifications sont réalisées pour chaque unité d'œuvre.

Dans le cadre de ces opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur procède notamment à la vérification des livrables documentaires, des livrables logiciels et des incréments en mode agile, dans les conditions définies aux articles 7.1, 7.2 et 7.3 ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur prend ensuite une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet conformément à l'article 34 du CCAG-TIC.

### 7.1 Vérification des livrables documentaires

Pour les livrables documentaires, le pouvoir adjudicateur dispose, sauf délai spécifique prévu dans le CCTP, de **quinze (15) jours ouvrés** maximum à compter de la remise du bordereau de livraison (« BL ») prévu à l'article 11.2 ci-dessous pour procéder aux opérations de vérification des livrables et pour notifier au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC, sous réserve des stipulations du présent article. Toute décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine.

Dans le cadre de ces opérations, la Cnaf vérifie que le livrable est de qualité, et conforme aux prescriptions du CCTP ou du bon de commande concerné, et à l'offre technique du titulaire

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision de réception. La décision de réception ou le silence gardé par la Cnaf à l'issue du délai de vérification des prestations permet au titulaire d'émettre sa facture.

Par ailleurs, en cas de décision d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** (ajournement) ou de **quinze (15) jours ouvrés** (rejet), à compter de la date de notification



de la décision, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles. Les décisions d'ajournement ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCAP, déclenche, à compter de la remise du nouveau Bordereau de livraison BL, une nouvelle période de vérification d'une durée de **dix (10) jours ouvrés**.

Le pouvoir adjudicateur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

La relivraison de livrables peut donner lieu à l'application de pénalités dans les conditions définies aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP.

En outre, en complément des stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC, au terme de deux rejets d'un même livrable, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

## **7.2 Vérification des livrables logiciels (hors incréments en mode agile)**

La vérification des livrables logiciels s'effectue, conformément à l'article 11 du CCTP, selon :

- une Vérification d'Aptitude (ci-après « VA ») avant la mise en production ;
- une Vérification de Service Régulier (ci-après « VSR ») en environnement de production.

Durant les opérations de vérification, le Titulaire assure les corrections des anomalies à sa charge au fur et à mesure de leur signalement par la Cnaf dans les délais indiqués au CCTP.

Le signalement des anomalies est effectué dans la base de signalement. Le Titulaire doit, par conséquent, consulter régulièrement cette base de signalement.

Les tests de vérifications s'effectuent par défaut dans un environnement de la Cnaf.

En cas d'ajournement de la VA ou de la VSR, le pouvoir adjudicateur peut déclencher un état de crise:

- avec déclenchement d'une escalade hiérarchique ;
- avec demande de fourniture d'une solution immédiate à tester sur un environnement de tests pour vérifier la réalité de l'intégration de la solution de services du Titulaire ;

L'ajournement ou le rejet de la VA ou de la VSR peut conduire à un changement de cycle de mise en production, reportant de ce fait la VSR. Dans ce cas, le report est dû au Titulaire et le délai de report est considéré comme un retard du Titulaire, pouvant donner lieu à l'application de pénalités dans les conditions définies aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP.

### **7.2.1. Vérification d'aptitude**

Lors de la vérification d'aptitude, les opérations de vérification consistent à vérifier le bon fonctionnement de la solution au travers de :

- tests d'intégration qui permettent de contrôler la déployabilité des composants et de réaliser des tests d'assemblage permettant de vérifier l'interopérabilité des composants et la conformité au dossier d'architecture technique ainsi que l'application des bonnes pratiques de développement sécurisé ;
- tests fonctionnels qui permettent de s'assurer du bon fonctionnement de la solution et de sa conformité aux spécifications fonctionnelles ;
- tests de non régression.

Sauf délai spécifique prévu dans le CCTP ou dans le bon de commande, le pouvoir adjudicateur dispose de **quinze (15) jours ouvrés** maximum, à compter de la remise du bon de livraison prévu à l'article 11.2 ci-dessous, pour procéder aux opérations de VA et pour notifier au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux stipulations de

l'article 34 du CCAG-TIC, sous réserve des stipulations du présent article. Toute décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine.

Le silence gardé par l'Administration à l'issue de ce délai vaut décision de réception. La décision de réception ou le silence gardé par la Cnaf à l'issue du délai de vérification des prestations permet au titulaire d'émettre sa facture.

Dans le cadre de ces opérations, la Cnaf vérifie :

- que le niveau de performance, de qualité et l'engagement de service applicables sont conformes aux prescriptions contractuelles,
- la correction des anomalies signalées par le pouvoir adjudicateur,
- que les livrables :
  - ont bien été fournis par le titulaire,
  - présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctionnalités, spécifications et caractéristiques précisées dans le CCTP et/ou le bon de commande et sont en conséquence conformes aux attentes du pouvoir adjudicateur.

La VA est validée par le pouvoir adjudicateur si l'ensemble de ces conditions sont remplies.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** (ajournement) ou de **quinze (15) jours ouvrés** (rejet), à compter de la date de notification de la décision, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités. Les décisions d'ajournement ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 11.2 du CCAP, déclenche, à compter de la remise du bon de livraison, une nouvelle période de vérification d'une durée de **dix (10) jours ouvrés**.

Le pouvoir adjudicateur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

La relivraison de livrables peut donner lieu à l'application de pénalités dans les conditions définies aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP.

En outre, en complément des stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC, au terme de deux rejets d'un même livrable, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

#### 7.2.2. Vérification de service régulier

A compter de la VA positive, le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de VSR.

Sauf délai spécifique prévu dans le CCTP, le pouvoir adjudicateur dispose de **trois (3) mois** maximum à compter de la VA positive pour procéder aux opérations de VSR et pour notifier au titulaire une décision de réception, de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations conformément aux stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC, sous réserve des stipulations du présent article. Toute décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la fin des opérations de VSR.

La décision de réception permet au titulaire d'émettre sa facture.

Dans le cadre de ces opérations VSR, la Cnaf vérifie, en plus du respect des conditions précitées de VA, que les livrables permettent d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation. La VSR est positive si l'ensemble de ces conditions sont remplies.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** (ajournement) ou de **quinze (15) jours ouvrés** (rejet), à compter de la date de notification de la décision, pour présenter un nouveau livrable, entièrement conforme à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités. Les décisions d'ajournement ou de rejet sont motivées.

La nouvelle livraison, effectuée dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCAP, déclenche, à compter de la remise du bon de livraison, une nouvelle période de vérification d'une durée de **dix (10) jours ouvrés**.

Le pouvoir adjudicateur peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, en complément des stipulations de l'article 34 du CCAG-TIC, au terme de deux rejets d'un même livrable, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

### 7.3 Vérification après réalisation d'un incrément en mode agile

- Généralités :
  - o La vérification d'un incrément s'effectue en cours ou en fin de palier selon les modalités définies durant le cadrage du palier et dans le respect des délais et conditions définis dans le CCTP.
  - o Pour procéder à cette vérification, un ensemble de tests est réalisé par le pouvoir adjudicateur (des quadrants Q3 et Q4- cf. annexe « Fabrication Synthèse V3 ») sur une version complète et intégrée de la plateforme de test désignée.
  - o Par ailleurs, les tests des quadrants Q1 et Q2 devront être effectués par le titulaire de manière continue et automatisée.
- Décisions possibles suite à la livraison d'un incrément :

À l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prend l'une des décisions suivantes :

  - o Rejet de la livraison : dans ce cas, le pouvoir adjudicateur gèle le paiement et demande au titulaire une nouvelle livraison des livrables prévus. Le pouvoir adjudicateur peut suspendre la commande des livrables prévus dans l'itération ou le palier N+1. En outre, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP ;
  - o Réfaction : dans ce cas, le pouvoir adjudicateur déclenche un paiement équivalent à la livraison réalisée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur (selon les modalités décrites dans l'article « Modalités de paiement applicables aux prestations « réalisation d'un Program incrément » et « Réalisation d'une itération (sprint) ». Le pouvoir adjudicateur peut exiger la relivraison des fonctionnalités prévues, en accord avec le titulaire, dans le respect des délais et conditions définis dans le CCTP. Par ailleurs, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP ;
  - o Réception : dans ce cas, le pouvoir adjudicateur déclenche un paiement complet.
- Critères de rejet et de refaction de la livraison d'un incrément :
  - o Critères de rejet de la livraison : Les raisons suivantes peuvent notamment amener le pouvoir adjudicateur à rejeter un incrément :
    - Manque de composants applicatifs, fonctionnels ou techniques ;
    - Régression fonctionnelle et/ou technique du SI TE par rapport aux fonctionnalités et solutions techniques existantes avant la livraison ;

- Présence d'une anomalie bloquante et/ou majeure sur les fonctionnalités livrées entraînant une incompatibilité avec les fonctionnalités et cas d'usage attendus et avec les exigences décrites dans le CCTP ;
- Dégradation des performances du SI ;
- Dégradation de l'ergonomie du SI :
  - Dégradation de l'ergonomie existante avant la livraison ;
  - Mise en service de nouvelles interfaces utilisateur de qualité défailante par rapport au niveau attendu ;
  - Dégradation apparente de la fiabilité du SI ;
  - Livrables attendus inexistantes ou de qualité insuffisante.
- o Critères de réfaction de la livraison : Les raisons suivantes peuvent amener le pouvoir adjudicateur à prendre une décision de réfaction concernant une livraison d'incrément :
  - Livraison partielle ou incomplète des composants applicatifs, fonctionnels ou techniques ;
  - Régression mineure du SI, dans les fonctionnalités, les solutions techniques et/ou la qualité du code source avant la livraison ;
  - Présence d'une anomalie mineure sur les fonctionnalités livrées, entraînant une incompatibilité partielle avec les fonctionnalités et cas d'usage et/ou avec les exigences décrites dans le CCTP ;
  - Livrables attendus partiels et/ou incomplets.

## **ARTICLE 8 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Le pouvoir adjudicateur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés par le présent l'accord-cadre, pour chacune des prestations et pour chaque bon de commande, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais contractuels et est provoquée du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par lettre recommandée avec avis de réception, informer le pouvoir adjudicateur des causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai de 10 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel de l'accord-cadre ou de la prestation concernée, défini par le présent l'accord-cadre et éventuellement prolongé.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**

### **9.1 Généralités**

Les pénalités applicables à l'accord-cadre sont définies aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP et au présent article 9 du CCAP.

Les pénalités sont cumulatives. Au sein d'une même prestation, des pénalités de typologie différente, conformément aux articles 12.6.2 et 12.6.3 du CCTP, peuvent le cas échéant être appliquées.

En outre, au sein d'un même bon de commande, si le retard dans la réalisation d'une unité d'œuvre entraîne le retard pour l'exécution d'autres unités d'œuvre, les pénalités s'appliqueront à chaque unité d'œuvre concernée.

L'application de pénalités est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités sont réglées par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations.

## **9.2 Pénalités pour retard**

Pour l'application des pénalités de retard, tout mois, jour ou heure commencé est dû en totalité.

La somme des pénalités de retard est imputée sur les sommes dues au titulaire au titre de l'exécution des prestations pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution des prestations est indiqué soit dans le CCTP, soit dans le bon de commande.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

L'application de pénalités de retard n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de résilier l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 25 du présent CCAP. Dans l'hypothèse où la résiliation de l'accord-cadre est décidée, les pénalités courent jusqu'au jour de la résiliation.

## **9.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées aux articles 18 et 19 ci-dessous, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues ci-dessus :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **ARTICLE 10 – REALISATION DES PRESTATIONS, COLLABORATION ET STATUT DU PERSONNEL**

La collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est un élément essentiel de la réussite de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

### **10.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

A la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur identifie un correspondant en charge du suivi de l'accord cadre et de la relation avec le titulaire. Ce correspondant est l'interlocuteur privilégié du titulaire.

## **10.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne, dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la notification de l'accord-cadre, un directeur de projet chargé du suivi de l'accord-cadre et des prestations ayant qualité pour le représenter auprès de la CNAF au titre de l'exécution de l'accord cadre. Il est le représentant du titulaire auprès du pouvoir adjudicateur

Le responsable chargé du suivi de l'accord-cadre et des prestations du titulaire doit disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du Titulaire et ayant capacité à l'engager juridiquement.

Le titulaire désigne, dans le même délai, un chef de projet garant de la conformité de l'exécution des prestations aux stipulations contractuelles.

## **10.3 Maintien en place des ressources - généralités**

Le titulaire affecte à la réalisation des prestations des spécialistes dans les domaines concernés.

Les profils des intervenants pressentis figurant dans l'offre technique du titulaire, lesdits intervenants sont présentés à la personne publique à l'occasion de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

A l'occasion de cette réunion de lancement, le titulaire peut présenter - pour un juste motif - un remplaçant ayant un profil comparable au profil pressenti dans son offre. Dans ce cas, la personne publique dispose d'un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la présentation des intervenants pour agréer ou récuser cet intervenant. La décision de la personne publique est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord de la Cnaf est acquis au titulaire.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire en avise immédiatement la personne publique par tout moyen permettant de donner date certaine et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire a l'obligation de désigner un remplaçant ayant un profil comparable et d'en communiquer les noms et titres à la personne publique, dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La Cnaf se réserve le droit de récuser la personne ainsi désignée pour de justes motifs exposés par écrit et notifiés au titulaire dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la communication des noms et titres du remplaçant. A défaut, de réponse dans ce délai, l'accord de la Cnaf est acquis au titulaire.

En cas de récusation, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de cette notification pour proposer, dans les mêmes conditions, un autre remplaçant à la Cnaf.

Le titulaire doit s'assurer qu'une éventuelle absence, départ ou remplacement ne perturbe pas la réalisation des prestations.

Les dispositions prises au titre du présent article ne doivent engendrer aucun coût supplémentaire pour la personne publique.

## **10.4 Maintien en place des ressources – Equipe socle**

L'équipe d'intervenants mise en place par le titulaire pour l'exécution de la prestation « prise en mains initiale » est considérée comme étant l'équipe socle du titulaire. Cette équipe socle doit être maintenue a minima pendant la première année de l'accord cadre.

Tout changement d'intervenant de cette équipe s'effectue selon les modalités de l'article 10.3 du présent CCAP. En cas de changement d'intervenant, le titulaire se charge, sans coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur, de la montée en compétence et en connaissance du nouvel intervenant.

### **10.5 Statut du personnel du titulaire**

Le personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites du pouvoir adjudicateur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser comme intervenants, dans le cadre du présent accord-cadre.

### **10.6 Accès aux locaux du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur confère au titulaire le droit d'accès dans ses locaux pour la réalisation des prestations, sous réserve du respect des conditions de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement et des horaires d'ouverture et de présence applicables à ses agents, dans les conditions définies à l'article 12.3.3 du CCTP.

### **10.7 Qualité**

Le titulaire garantit la qualité et la conformité au CCTP des prestations qu'il réalise. En particulier, il se conformera aux usages professionnels et aux règles de l'art.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité et la conformité des prestations du titulaire au CCTP.

Ces contrôles, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont exercés dans le respect du principe du contradictoire et sont opposables au titulaire.

## **ARTICLE 11 - SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS - LIVRAISONS**

### **11.1 Suivi et contrôle des prestations**

Le pouvoir adjudicateur suit et contrôle l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'émettre des observations et de faire des recommandations au titulaire.

Il peut demander au titulaire que ces observations ou recommandations soient prises en compte. En cas de refus du titulaire, celui-ci s'expose au rejet des prestations concernées et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre. Tout ajustement demandé au titulaire par le pouvoir adjudicateur est conforme aux prescriptions contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire procéder à des audits dans les conditions définies aux articles 11.2.6 et 12.3.3 du CCTP.

Si le titulaire entrave l'exercice du contrôle des prestations par le pouvoir adjudicateur durant leur exécution, il s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts, conformément à l'article 25 du présent document.

## **11.2 Modalités de livraison**

Tous les livrables attendus dans le cadre de l'exécution des prestations sont livrés à l'en-tête du titulaire.

Les livrables attendus sont définis pour chaque prestation au sein du CCTP, et sont le cas échéant précisés dans le bon de commande.

La remise des livrables par le titulaire au pouvoir adjudicateur est actée sous réserve qu'ils soient accompagnés des éléments suivants :

- un bordereau de livraison dématérialisé comprenant :
  - la date d'émission et la référence du bon de commande associé ;
  - le rappel des livrables attendus au titre de la commande ;
  - la liste des livrables attachés à la livraison, selon le cas :
    - documentation associée,
    - fiches des tests réalisés,
    - autres ...
- le ou les livrables ainsi que l'ensemble des objets attendus et décrits dans le Bordereau de Livraison (ci-après « BL »).

Les livrables documentaires sont fournis sous forme numérique, avec accusé de réception, aux adresses électroniques fournies au titulaire par le correspondant en charge du suivi de l'accord cadre et de la relation avec le titulaire.

Les livrables documentaires peuvent, à la demande du pouvoir adjudicateur, faire l'objet de livraisons intermédiaires dans un format accessible à toutes les actions d'insertion, modification, suppression, copier – coller, etc...).

Les livrables logiciels sont livrés selon des modalités convenues avec le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 12 - PRIX**

### **12.1 Prix initiaux**

Pour chaque lot, les prix initiaux sont ceux figurant dans le Cadre de Réponse financière du lot concerné. Ils sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

#### **12.1.1 Lot n°1**

Le prix initial des unités d'œuvre est unitaire.

Il figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, et comprend tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- la gestion, le suivi et le pilotage de la prestation attendue ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire et d'organisation matérielle ;
- les frais de réalisation, de recette interne du titulaire, de vérification et de correction éventuelle;



- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- de gestion des risques, de la qualité et de la sécurité ;
- de gestion des versions, des référentiels et des configurations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de préparation et de tenue des réunions.

## 12.1.2 Lot n°2

### 12.1.2.1 Prestations de prise en main initiale

Le prix initial des prestations de prise en main initiale (cf. article 10.1.1.2 du CCTP), est un prix forfaitaire.

Il figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et comprend tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- la gestion, le suivi et le pilotage de la prestation attendue ;
- les frais de réalisation, de recette interne du titulaire, de vérification et de correction éventuelle ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire et d'organisation matérielle ;
- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- de gestion des risques, de la qualité et de la sécurité ;
- de gestion des versions, des référentiels et des configurations ;
- les frais de livraison, de conditionnement, d'assurance ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de préparation et de tenue des réunions.

### 12.1.2.2 Prestations de support incident et demandes d'assistance, et de maintien en condition de sécurité

Le prix initial des prestations suivantes est un prix forfaitaire trimestriel :

- support incidents et demandes d'assistance de niveau 2 et 3 (cf. article 10.1.2.1 du CCTP) ;
- maintien en condition de sécurité (cf. article 10.1.3 du CCTP).

Il figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et comprend tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- la gestion, le suivi et le pilotage de la prestation attendue ;
- les frais de réalisation, de recette interne du titulaire, de vérification et de correction éventuelle ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire et d'organisation matérielle ;
- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- les frais de livraison, de conditionnement, d'assurance ;
- de gestion des risques, de la qualité et de la sécurité ;
- de gestion des versions, des référentiels et des configurations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de préparation et de tenue des réunions.

Le prix initial des forfaits de support incidents et demande d'assistance de niveau 2 et 3 et de maintien en condition de sécurité, pourront faire l'objet d'une revalorisation trimestrielle, sur la base de l'évolution constatée du périmètre applicatif le trimestre précédent, dans les conditions définies à l'article 10.2 du CCTP.

### 12.1.2.3 Unités d'œuvre de prestations complémentaires

CCAP n°07/25 - « Prestations de services de production et de soutien du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la branche Famille de la Sécurité sociale »

Le prix initial des unités d'œuvre de prestations complémentaire (cf. articles 7 et 8 du CCTP) est unitaire.

Il figure dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, et comprend tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, notamment :

- toutes les charges fiscales et parafiscales ;
- la gestion, le suivi et le pilotage de la prestation attendue ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration des préposés du titulaire et d'organisation matérielle ;
- les frais de réalisation, de recette interne du titulaire, de vérification et de correction éventuelle ;
- les frais d'élaboration, de remise, de correction éventuelle des livrables ;
- de gestion des risques, de la qualité et de la sécurité ;
- de gestion des versions, des référentiels et des configurations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- les frais de préparation et de tenue des réunions.

## 12.2 Prix de règlement

Les prix initiaux sont fermes jusqu'à la date anniversaire de l'accord-cadre. Ils sont alors révisibles annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left[ \frac{\text{Syntec}_1}{\text{Syntec}_0} \right]$$

Dans laquelle :

P : prix révisé HT ;

P<sub>0</sub> : prix en vigueur à la date d'établissement des prix ;

Syntec : Indice SYNTEC.

L'indice de départ est celui du mois de l'établissement de l'offre (Syntec<sub>0</sub>).

L'indice d'arrivée est celui du mois anniversaire de l'établissement de l'offre (Syntec).

## 12.3 Clause de réexamen – modalités de révision des prix

Conformément aux termes des circulaires n°6338-SG du 30/03/22 et n°6374 du 29/09/22, la clause de variation des prix du présent accord-cadre ne contient pas de terme fixe. Par ailleurs, le présent marché ne contient pas de clause butoir ou de clause de sauvegarde.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties conviennent de la possibilité :

- de modifier la clause de variation des prix définie au présent article du CCAP (insertion d'un terme fixe notamment) ;
- et d'intégrer une clause butoir ou clause de sauvegarde au présent CCAP.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre et en fonction de l'évolution du contexte économique.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.

# ARTICLE 13 - REGLEMENT FINANCIER

## 13.1 Règlement des prestations

### 13.1.1 Prestations de prise en main initiale (lot 2) et unités d'œuvre (lots 1 et 2)

CCAP n°07/25 - « Prestations de services de production et de soutien du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la branche Famille de la Sécurité sociale »

Le titulaire établit sa facture à l'issue de la réalisation de chaque prestation ou de chaque bon de commande, après que le pouvoir adjudicateur a constaté le service fait.

La décision de réception par le pouvoir adjudicateur de la prestation ou du bon de commande concerné emporte constatation du service fait.

#### 13.1.2 Prestations forfaitaires - hors prise en main initiale (lot 2)

Les prestations forfaitaires suivantes font l'objet d'un paiement trimestriel, à terme échu

- support des incidents et aux demandes d'assistance de niveau 2 et 3 ;
- maintien en conditions de sécurité.

### **13.2 Avance**

Il est fait application de l'option A définie à l'article 11.1 du CCAG-TIC.

En application des articles R. 2193-3 à R. 2193-12 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct, pour la partie ferme de l'accord-cadre et pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Cette avance est calculée en application du code de la commande publique, notamment son article R. 2193-7.

### **13.3 Acomptes**

Toute prestation d'une durée de réalisation d'une durée supérieure à trois mois ouvre droit à des acomptes. Le montant des acomptes ne peut excéder le montant des prestations auxquels il se rapporte.

La périodicité des acomptes est de 3 mois, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution. L'acompte ne devra en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, il a droit, sur demande expresse, au versement d'acomptes mensuels.

Sont considérées comme des petites et moyennes entreprises, les entreprises définies comme telles dans la recommandation de la Commission n°2003/361/CE du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement dans les conditions de l'article 11.3 du CCAG-TIC.

Le versement des acomptes mensuels ou trimestriels implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées.

Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement des factures.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 70% du montant total de la prestation ou du bon de commande concerné.

Le solde est versé après la décision de réception du pouvoir adjudicateur de la prestation ou du bon de commande concerné, ou à terme échu pour les prestations, ou à terme échu pour les prestations de support incident et demandes d'assistance, et de maintien en condition de sécurité.

## ARTICLE 14 - FACTURATION

Dès réception par le titulaire de la décision de réception des prestations, ou à terme échu pour les prestations forfaitaires mentionnées à l'article 13.1.2 ci-dessus, le titulaire adresse sa facture au pouvoir adjudicateur.

La facturation électronique est obligatoire.

Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur accepte le dépôt et la transmission des factures électroniques effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Outre les mentions légales, le pouvoir adjudicateur exige que les factures émises comprennent a minima les informations suivantes :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date d'émission de la facture ;
- l'identité de l'émetteur et du destinataire et leur numéro SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établi par l'émetteur de la facture ;
- le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande ou transmis par le site désigné ci-dessous ;
- le code d'identification du service en charge du traitement (code service), à savoir le site de Paris (32 Avenue de la Sibelle 75014 Paris) ;
- la date de livraison des fournitures, d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des services ou des travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes de la prestation ;
- le montant global hors taxes et le montant total de la taxe à payer ainsi que, la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

Pour le versement des acomptes, la demande doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation.

La vérification de la facturation est effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur procède ensuite au règlement correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles prévues en la matière, conformément aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## ARTICLE 15 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

### 15.1 Point de départ du délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est fixé pour les prestations par la plus tardive des deux dates entre la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture du titulaire et la décision de réception des prestations ou le terme prévu pour les acomptes. En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché.

La demande de paiement est transmise par voie électronique, sa date de réception correspond à la date de réception du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail « CHORUS PRO ».

### **15.2 Suspension du délai de paiement**

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

### **15.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement**

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **15.4 Délai de paiement du sous-traitant**

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application de l'article L.2193-10 du Code de la commande publique est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R.2193-12 du Code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R.2193-14 du Code de la commande publique.

### **15.5 Modalités de paiement**

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE**

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur qui accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement, conformément aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de secret professionnel et de confidentialité ainsi que le traitement des données à caractère personnel tels que prévus à l'article 15 du présent document et aux droits de propriété intellectuelle.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'assure également de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant. Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions de l'accord-cadre.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies ci-dessus.

Le sous-traitant adresse au titulaire sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, conformément à l'article R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Les stipulations relatives au délai de paiement du sous-traitant sont prévues à l'article 21.4 du présent document.

## **ARTICLE 17 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES**

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite et permanente entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies ci-après.

### **17.1 Obligations du titulaire**

Le titulaire a la responsabilité d'obtenir le résultat attendu par le pouvoir adjudicateur, en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques.

Il doit également donner au pouvoir adjudicateur une visibilité suffisante sur le processus qu'il met en œuvre et l'état d'avancement de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- réaliser les prestations dans les délais prévus par le présent accord-cadre ;
- assurer la gestion et le suivi des prestations objet de l'accord-cadre ;
- fournir les livrables attendus dans les délais contractuels prévus ;
- assumer une obligation générale de conseil, d'information, de recommandations et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur ;
- se soumettre, ainsi que ses préposés, pendant leur présence dans les locaux du pouvoir adjudicateur, aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans ses locaux et notamment aux horaires d'ouverture de l'établissement public.

### **17.2 Clause d'insertion par l'activité économique (lots n°1 et 2)**

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en imposant une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

CCAP n°07/25 - « Prestations de services de production et de soutien du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la branche Famille de la Sécurité sociale »

A ce titre, le Titulaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause est applicable à l'ensemble des prestations du lot 1 et du lot 2 du présent accord-cadre.

### 17.2.1 Publics visés et actions d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, par exemple :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits (allocataires du RSA Revenu de Solidarité Active, de l'AAH Allocation Adulte Handicapé, de l'ASS Allocation de Solidarité Spécifique et de l'AV Allocation Veuvage ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les jeunes (moins de 26 ans) sans expérience justifiant de 6 mois de recherche d'emploi après la sortie du système scolaire ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

Les personnes répondant aux critères de l'action d'insertion et déjà employées par le Titulaire depuis moins de **trois (3) mois calendaires** à compter de la notification du présent accord-cadre, sont recevables au regard de la présente clause.

Un pourcentage minimum du nombre total d'heures travaillées sur l'ensemble des prestations réalisées au titre du lot concerné de l'accord-cadre sur une période de **douze (12 mois) calendaires** consécutifs leur est obligatoirement réservé :

Pourcentage minimum du nombre total d'heures travaillées sur l'ensemble des prestations réalisées du lot concerné (sur une période de <b>douze 12 mois calendaires</b> consécutifs) réservé aux publics en insertion et affecté à la réalisation des prestations :
<b>3 %</b>

Le Titulaire détermine librement les missions confiées au titre de la présente clause et peut appliquer l'action d'insertion sociale au-delà du pourcentage minimum de 3% précité.

En cas de non atteinte du pourcentage minimum de 3 %, le titulaire s'expose aux pénalités ci-dessous :

- 1000 € pour un pourcentage inférieur ou égal à 1,5% ;
- 1500 € pour un pourcentage supérieur à 1.5% et inférieur à 3%.

#### **17.2.2 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion sociale**

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur de l'objectif d'insertion fixé ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- **1<sup>ère</sup> solution** : l'embauche directe (CDI ou CDD) des personnes en difficulté d'insertion ;
- **2<sup>ème</sup> solution** : la sous-traitance/ la cotraitance avec une entreprise d'insertion, une entreprise adaptée ou à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;
- **3<sup>ème</sup> solution** : la mutualisation des heures de travail en insertion par le recours au travail temporaire via les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou entreprises de travail temporaire classiques (ETT) ou les associations intermédiaires (AI).

Le Titulaire désigne un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion et en assurer le suivi.

#### **17.2.3 Modalités de contrôle de l'action d'insertion sociale**

L'exécution des actions d'insertion fait l'objet d'un contrôle dans les conditions ci-après.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire fournit, dans le délai de **quinze (15 jours) calendaires** à compter de la réception de la demande, tous les renseignements et justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion sociale (attestation d'effectifs concernés, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.). Cette demande est adressée au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception.

La non-transmission des renseignements et justificatifs dans le délai imparti précité, expose le Titulaire à une pénalité de 150 euros par jour ouvré de retard.

En tout état de cause, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés rencontrées pour faire face à son engagement.

A l'achèvement des lots 1 et 2 de l'accord-cadre, le Titulaire présente au pouvoir adjudicateur une attestation faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

#### **17.3 Clause environnementale (lots n° 2 uniquement)**

Le titulaire du marché s'engage à développer et fournir des logiciels optimisés pour réduire la consommation énergétique des équipements informatiques.

#### **17.4 Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les documents, renseignements et informations nécessaires à la compréhension des prestations qu'il doit effectuer. Les fichiers, documents et données de toute nature fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire restent la propriété du pouvoir adjudicateur.



Le pouvoir adjudicateur s'engage par ailleurs à fournir au titulaire des moyens matériels satisfaisants lui permettant d'effectuer sa mission dans de bonnes conditions.

Il est responsable de la conduite de l'accord-cadre et de la prise de toutes les décisions, tant techniques qu'administratives, susceptibles d'intervenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 18 – OBLIGATIONS DE SECRET PROFESSIONNEL, DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION PROFESSIONNELLE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet de l'accord-cadre, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne prendre aucune copie des documents, supports d'informations, données qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent accord-cadre sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent accord-cadre et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue de l'accord-cadre et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

L'utilisation, par le titulaire, du nom Cnaf appliqué à quelque fin que ce soit, et la référence au présent accord-cadre sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article et dans l'annexe au CCTP mentionnée dans le présent article dans le traitement des données à caractère personnel afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité prévues dans la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant également être engagée sur le fondement des articles 226-17, 226-22 et 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

## **ARTICLE 19 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET SECURITE**

### **19.1 Traitement des données à caractère personnel**

Le présent marché comporte le traitement de données à caractère personnel. Il est soumis aux dispositions du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 concernant les données à caractère personnel et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer la protection des données de façon constante et optimale conformément aux dispositions du règlement européen précité et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 précitée, à un niveau de sécurité conforme à l'état des technologies et aux règles de l'art, contre tout accès physique et logique non autorisé. Il met en œuvre tous les moyens humains et techniques décrits dans son offre technique et répondant aux dispositions du CCTP ainsi que les mesures complémentaires utiles pour maintenir le niveau de sécurité qu'il a à garantir.

Il est fait application des dispositions de la section 2 du règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relative à la sécurité des données à caractère personnel et notamment celles de l'article 32.

Le titulaire a la charge de mettre en place les mesures de sauvegarde appropriées pour assurer la conservation des données dans les conditions qu'il aura fixées dans son offre technique.

## **19.2 Sécurité**

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences de la Politique de sécurité du Système d'information de la branche Famille. A ce titre, il respecte les exigences de sécurité imposées par le CCTP.

Le titulaire et tout sous-traitant doit respecter les exigences et obligations figurant dans la charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information - notamment en termes de confidentialité, de sécurité et d'utilisation licite, rationnelle et loyale du système d'information - applicables au sein des organismes de la branche Famille (cf. annexe au CCTP relative à la protection des données à caractère personnel).

Dans le cadre de plans de sécurité gouvernementaux, la Cnaf pourra imposer un renforcement des contrôles d'accès physiques et logiques de ses équipements.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, le titulaire s'engage à n'opérer aucun transfert de messages électroniques depuis l'outil de messagerie professionnelle de la Cnaf ou organisme de la branche Famille vers l'outil de messagerie du titulaire ou de son sous-traitant ou vers tout autre outil de messagerie extérieur. Le titulaire s'engage à faire respecter cette interdiction par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

L'exigence de la garantie d'un haut niveau de sécurité s'applique au site principal (pré production, production, recette, développement), à celui de secours, au site de sauvegarde éventuel ainsi qu'au personnel d'exploitation du titulaire ou de tout sous-traitant qui pourrait accéder aux données.

Afin d'assurer la sécurité des données, les données et les outils utilisés par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, sont hébergés exclusivement dans un pays garantissant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation sur la protection des données en vigueur de l'Union européenne.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le non-respect des obligations de protection et de sécurité des données fixées dans le présent article, y compris les annexes au CCTP, par le titulaire ou tout sous-traitant accepté par le pouvoir adjudicateur, peut entraîner le refus du transfert ou la cessation du transfert des données par le pouvoir adjudicateur et la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et ce sans indemnité.

## **ARTICLE 20 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **20.1 Connaissances antérieures**

#### **20.1.1 Connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur**

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété que détient le pouvoir adjudicateur sur tous les documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers qu'il lui remet dans le cadre du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur concède au titulaire, à titre non exclusif, le droit de reproduire et / ou modifier ces documents, supports d'information, programmes, logiciels, données et fichiers, à la stricte fin de lui permettre d'exécuter les prestations objets du forfait ou du bon de commande concerné, et uniquement pour la durée d'exécution desdites prestations.

#### 20.1.2 Connaissances antérieures du titulaire

Dans l'hypothèse où pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre à disposition du pouvoir adjudicateur des « connaissances antérieures » (définies aux articles 44 et 45 du CCAG TIC) et notamment des outils logiciels (hors livrables informatiques attendus dans le cadre de l'exécution des prestations), il en informe le pouvoir adjudicateur par lettre signée d'un représentant habilité à engager sa société. Cette déclaration, acceptée par le pouvoir adjudicateur, est ensuite annexée à l'offre technique du titulaire.

Le titulaire concèdera, conformément à l'article 45.1 du CCAG TIC relatif au régime des connaissances antérieures, le droit d'utiliser ces connaissances antérieures.

Ces droits seront concédés à titre non exclusif, pour la stricte durée de l'accord-cadre et - concernant les logiciels - dans les termes et conditions des contrats de licences conclus entre les éditeurs de logiciels et le titulaire pour autant qu'ils demeurent conformes aux articles L 122-6 et L122-6-1 du code de la propriété intellectuelle.

Ce droit comprend – sous réserve, des contrats de licences conclus entre les éditeurs de logiciels et le titulaire – le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

Cette concession est comprise dans le prix des prestations de l'accord-cadre.

### **20.2 Livrables**

#### 20.2.1 Nature de la cession des droits

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits afférents aux livrables, même partiels, réalisés lors de l'exécution de l'accord-cadre, et réceptionnés par le pouvoir adjudicateur.

Les livrables attendus au titre de l'accord-cadre sont précisés dans le CCTP et comprennent, notamment, les livrables documentaires et l'ensemble des composants et sous-composants d'applications développés (correctifs, évolutions, codes sources et exécutables, etc) quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le titulaire ne peut utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

#### 20.2.2 Etendue et durée de la cession

Les droits sont cédés pour le monde entier. Le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur et des droits voisins des droits d'auteur.

#### 20.2.3 Droits cédés

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent accord-cadre sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'incorporation, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement :

- le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des livrables informatiques et documentaires, sur tous systèmes d'information (serveurs, unités centrales ou locales, réseau, ...), par un nombre quelconque d'utilisateurs et sur tous les sites du pouvoir adjudicateur, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les livrables informatiques et documentaires, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support (imprimé, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations);
- le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication à des tiers et de mise à disposition à des tiers des livrables informatiques et documentaires, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (numérique, magnétique, mécanique, électronique, optique, réseaux informatiques et de télécommunication,...), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre ;
- les droits de modification et d'adaptation comportent notamment, pour tout ou partie des livrables cédés, le droit de faire évoluer, arranger, corriger, perfectionner, traduire en toutes langues. Particulièrement, pour tout ou partie des livrables informatiques cédés, ces droits comportent notamment le droit de décompiler, assembler, intégrer à tout système ou logiciel préexistant ou à venir que ces derniers soient ou non qualifiés d'œuvres préexistantes, interfacer avec tout logiciel, base de données ou systèmes préexistant ou à venir, traduire en tous langages informatiques.

Les modifications et adaptations ainsi apportées à tout ou partie des livrables informatiques et documentaires par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur, par le prestataire de son choix, afin de répondre notamment et de façon non limitative aux besoins du pouvoir adjudicateur, des organismes de la branche Famille ou ceux de ses partenaires.

L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur.

- Les droits sont cédés dans le respect des droits moraux de l'auteur.

### **20.3 Garantie des droits**

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés aux termes du présent accord-cadre.

Notamment, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en contrefaçon qui pourrait être dirigée contre ce dernier alors qu'il n'aurait commis aucune faute et qui résulterait de l'exploitation des résultats du présent accord-cadre et des connaissances antérieures du titulaire.

A ce titre, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire de l'accord-cadre.

## **20.4 Prix de la cession des droits**

Le coût de la cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle est compris de façon forfaitaire dans les prix des prestations, tels qu'ils figurent à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 21 - RESPONSABILITE – ASSURANCES**

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent accord-cadre. Les dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

### **ARTICLE 22 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

#### **22.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

## **22.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

Conformément à l'article R.2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire conformément à l'article 25 du présent CCAP.

## **ARTICLE 23 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent accord-cadre, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 24 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE**

### **24.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire**

Dans le cadre de la mise en œuvre des articles L. 8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis);
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com> , rubrique "Connexion fournisseur".

### **24.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées**

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 25 – RESILIATION**

### **25.1 - Résiliation aux torts du titulaire**

L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :



- en cas de décision de rejet dans les conditions définies à l'article 7 du présent document ;
- en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution d'une prestation ou d'un bon de commande ;
- en cas d'absence de présentation de remplaçant, ou si le pouvoir adjudicateur n'a agréé pas le remplaçant, tel que prévu à l'article 10.3 du présent document.
- si le titulaire entrave l'exercice du contrôle des prestations par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 11 du présent document ;
- en cas de non-respect de ses obligations contractuelles générales telles qu'énoncées à l'article 17 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect de ses obligations en matière de confidentialité telles qu'énoncées à l'article 18 du présent document ;
- en cas de non-respect de ses obligations relatives au traitement des données personnelles telles que stipulées à l'article 19 du présent document ;
- en cas de non-respect de ses obligations relatives à la propriété intellectuelle telles que stipulées à l'article 20 du présent document ;
- en cas de non-respect des obligations de l'article 22 du présent document ;
- en cas d'inexactitude des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail conformément à l'article 24 « Régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire » du présent document ;
- dans le cas prévu à l'article 24.2 du présent document.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, sans mise en demeure et sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire est prévu par l'article 50 du CCAG-TIC. La résiliation est alors précédée d'une mise en demeure notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, assortie d'un délai d'exécution, qui précise le manquement aux obligations, la sanction envisagée et la date effective de résiliation. Si la mise en demeure est infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La date d'effet de la résiliation est indiquée dans le courrier adressé au titulaire.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de cet accord-cadre et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution de l'accord-cadre et dont il est le dépositaire.

## **25.2 - Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur**

L'accord-cadre peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et en l'absence même de faute du titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut également faire application des articles 48, 49 et 51 du CCAG-TIC.

La résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation à la même date des commandes en cours d'exécution.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité égale à 5 % du montant HT des prestations commandées qui restaient à exécuter au moment de leur résiliation.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables réceptionnés.

Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution de l'accord-cadre et dont il est le dépositaire.

## **ARTICLE 26 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent accord-cadre se déroulent en français. Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française.

## **ARTICLE 27 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En application des dispositions du code de la commande publique concernant le médiateur des entreprises ou les comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, le titulaire et le pouvoir adjudicateur peuvent y recourir.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de l'accord-cadre, la juridiction compétente est celle dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 28 - DEROGATIONS AU CCAG - TIC**

Le présent accord-cadre déroge aux dispositions suivantes du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication :

<b>CCAG – TIC</b>	<b>CCAP</b>
<b>Article 4</b>	<b>Article 2 : Documents contractuels</b>  Pour chaque lot, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant : <ol style="list-style-type: none"><li>9. L'acte d'engagement et son annexe financière ;</li><li>10. S'il y a lieu, l'annexe à l'acte d'engagement relative à la sous-traitance ;</li><li>11. Mise au point éventuelle et précision d'offre éventuelle (les mentions y figurant ont l'ordre de priorité des documents auxquelles elles se rapportent) ;</li><li>12. Le CCAP n°07/25 ;</li><li>13. Le CCTP n°07/25 et ses annexes :<ol style="list-style-type: none"><li>11) Annexe relative à la protection des données à caractère personnelles (une par lot) ;</li><li>12) Politique de sécurité des systèmes d'information ;</li><li>13) Charte nationale de sécurité de l'administrateur du système d'information ;</li><li>14) Charte nationale de sécurité de l'utilisateur du système d'information ;</li><li>15) Document d'architecture générale TNSI ;</li></ol></li></ol>

CCAP n°07/25 - « Prestations de services de production et de soutien du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la branche Famille de la Sécurité sociale »

	<p>16) Synthèse du processus de fabrication SI Cnaf ;</p> <p>17) Nomenclature CIGREF des métiers du système d'information ;</p> <p>18) Découpage fonctionnel Offre RH ;</p> <p>19) Indicateurs et pénalités des engagements de service (lot 2) ;</p> <p>20) Matrices de complexité des applications.</p> <p>14. Le cahier des clauses administratives générales des marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC, arrêté du 30 mars 2021) ;</p> <p>15. L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique et ses annexes (études de cas, mémoire technique éventuel), outil d'évaluation financière, répartition des profils par activité, et annexe au CCTP relative à la protection des données à caractère personnel complétée).</p>
<b>Article 29 à 34</b>	<p><b>Article 7 – Opérations de vérification – décisions</b></p> <p>Des modalités de vérification spécifiques sont définies.</p> <p>Par ailleurs, l'absence de notification par le pouvoir adjudicateur de sa décision dans les délais prévus n'entraîne pas la réception des prestations. Si le pouvoir adjudicateur ne peut respecter le délai de vérification, il en informe le titulaire et s'engage sur un nouveau délai.</p>
<b>Article 13</b>	<p><b>Article 8 – Prolongation des délais d'exécution</b></p> <p>Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour informer le pouvoir adjudicateur.</p>
<b>Article 14</b>	<p><b>Article 9 – Pénalités</b></p> <p>Cet article fixe des pénalités spécifiques, et prévoit que le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.</p>
<b>Article 5</b>	<p><b>Article 18 – Confidentialité</b></p> <p>Cet article contient des dispositions particulières.</p> <p>Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.</p>
<b>Article 46</b>	<p><b>Article 20 – Propriété intellectuelle</b></p> <p>Il est dérogé à l'article 46 du CCAG-TIC par une clause de propriété intellectuelle spécifique.</p> <p>En particulier, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits afférents aux livrables, même partiels, réalisés lors de l'exécution de l'accord-cadre et réceptionnés par le pouvoir adjudicateur.</p>
<b>Article 11.1</b>	<p><b>Article 20.2 « Avance »</b></p> <p>L'avance pour les PME est égale à 15% du montant initial, toutes taxes comprises, du montant de la partie ferme de l'accord-cadre ou du bon de commande concerné</p>
<b>Article 9</b>	<p><b>Article 21 « Assurances »</b></p> <p>Le titulaire fournit une attestation d'assurance à tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de cette demande. Il n'est pas tenu de la fournir dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.</p>